

*[Text]*

firms to take into account current cash flows, which vary drastically in some industries. Also in terms of current technology, there are limitations and they may be on the verge of a breakthrough. Those are some of the advantages.

We see the opportunity for economic instruments to encourage creative and innovative responses to reduce pollution. Consequently they may be a potentially useful vehicle to help bridge the government's prosperity and environmental objectives and to facilitate the transition to sustainable development.

What are the costs of environmental protection? The proportion of gross national product devoted to environmental protection in the U.S. is expected to grow from about 1.7 per cent in 1990 to nearly 3 per cent by the year 2000. Similar growth is expected only in Canada, Germany and The Netherlands. Environmental compliance costs vary from one industry to another. Energy and natural resource intensive industries face higher environmental compliance costs, and these cost are expected to increase.

What are the costs of environmental protection? Energy related environmental compliance costs, according to our insights, investigations, discussions and consultations will be highest for the following manufacturing industries: pulp and paper, chemicals, iron and steel, nonferrous smelting, food and beverages, nonmetallic minerals and petroleum refining. These same sectors will bear the heaviest burden as well in complying with other environmental protection measures. These sectors account for more than one half of total exports and they provide imports to the exports of other sectors.

We are aware of only one Canadian estimate of the potential cost to industry of reducing emissions of carbon dioxide, methane, nitrogen oxides and volatile organic compounds. This particular study, which was done in May 1990 by Infometrics Ltd., was based their calculations on a 20 per cent reduction in emissions of carbon dioxide from 1988 levels by the year 2000, which is far more aggressive than the current Canadian obligation and Canada's Green Plan commitment. However, the main conclusion in the Infometrics study, as we

*[Traduction]*

Comme les instruments économiques n'indiquent pas de quelle façon on doit atteindre ou réaliser un objectif environnemental, les entreprises ont ainsi toute la latitude voulue pour adapter leurs investissements et leurs stratégies écologiques à leur situation respective. Cette latitude peut permettre aux entreprises de tenir compte de leur marge brute d'autofinancement, qui varie considérablement dans certaines industries. Il y a également les techniques de pointe actuelles, qui sont soumises à des restrictions et qui pourraient bien déboucher sur une découverte sensationnelle. Voilà pour quelques avantages.

Nous estimons que les instruments économiques peuvent aider à trouver des solutions créatrices et novatrices au problème de la pollution. Par conséquent, il existe peut-être un moyen susceptible d'aider à associer la prospérité du gouvernement aux objectifs environnementaux et à faciliter la transition vers un développement économique durable.

Quels sont les coûts de la protection de l'environnement? Aux États-Unis, le pourcentage du produit national brut consacré à la protection de l'environnement devrait passer de 1,7 p. 100 en 1990 à environ 3 p. 100 d'ici l'an 2000. Seuls le Canada, l'Allemagne et les Pays-Bas devraient connaître une hausse comparable. Les coûts d'observation des lois sur l'environnement varient selon les industries. Les industries à forte consommation d'énergie et de ressources naturelles doivent assumer des coûts d'observation des lois sur l'environnement plus élevés, et on s'attend à ce que ces coûts augmentent.

Quels sont les coûts de la protection de l'environnement? D'après nos estimations, nos études, nos discussions et nos consultations, les coûts d'observation des lois environnementales touchant la consommation d'énergie seraient plus élevés pour les secteurs de l'industrie manufacturière suivants: la pâte et le papier, les produits chimiques, le fer et l'acier, la fusion des matières non ferreuses, les aliments et les boissons, les matières minérales non métalliques et le raffinement du pétrole. Ces mêmes secteurs seront aussi les plus durement touchés quant aux coûts d'observation des autres mesures de protection de l'environnement. Ces secteurs représentent plus de la moitié du total des exportations et ils fournissent des produits d'importation nécessaires aux exportations d'autres secteurs.

À notre connaissance, le Canada m'a effectué qu'une seule évaluation de ce qu'il en coûterait aux industries pour réduire les émissions de gaz carbonique, de méthane, d'oxyde d'azote et d'autres composés organiques volatiles. Cette étude spéciale, effectuée en mai 1990 par Infometrics Ltd., supposait une réduction de 20 p. 100 du niveau des émissions de dioxyde de carbone entre 1988 et l'an 2000, ce qui constitue une mesure beaucoup plus énergique que celles actuellement imposées au Canada et prévues dans le Plan vert. Comme